

Activité économique

Après un quatrième trimestre 2020 marqué par le deuxième confinement national (-1,5 % par rapport au troisième trimestre), le PIB a été presque stable (-0,1 %) au premier trimestre 2021, selon les résultats détaillés des comptes trimestriels publiés fin mai. Dans un contexte de renforcement progressif des mesures de restrictions sanitaires depuis janvier, l'activité économique s'est toutefois légèrement dégradée au mois le mois, jusqu'au nouveau confinement d'avril où elle aurait atteint -5 ½ % en écart à l'avant-crise, c'est-à-dire par convention le quatrième trimestre 2019.

Le déconfinement graduel s'est ensuite déroulé selon le calendrier annoncé fin avril, la levée du couvre-feu ayant même été avancée au 20 juin en raison de la moindre circulation du virus. Ainsi, l'activité aurait rebondi, à -4 % en mai puis -2 ½ % en juin par rapport à son niveau d'avant-crise, soit une progression de +0,7 % au deuxième trimestre (par rapport au trimestre précédent). Sous l'hypothèse d'une stabilisation de la situation sanitaire d'ici la fin de l'année, l'activité accélérerait ensuite au troisième trimestre (+3,4 %), portée par le dynamisme de la demande intérieure et le vif rebond des branches les plus affectées par les restrictions, en particulier les services (hébergement-restauration, transport, autres activités de services). Elle ralentirait ensuite au quatrième trimestre, à +0,7 %. En décembre, le PIB serait ainsi quasiment revenu à son niveau d'avant-crise. Au total, sur l'ensemble de 2021, il progresserait de 6,0 % par rapport à 2020 (après -8,0 %).

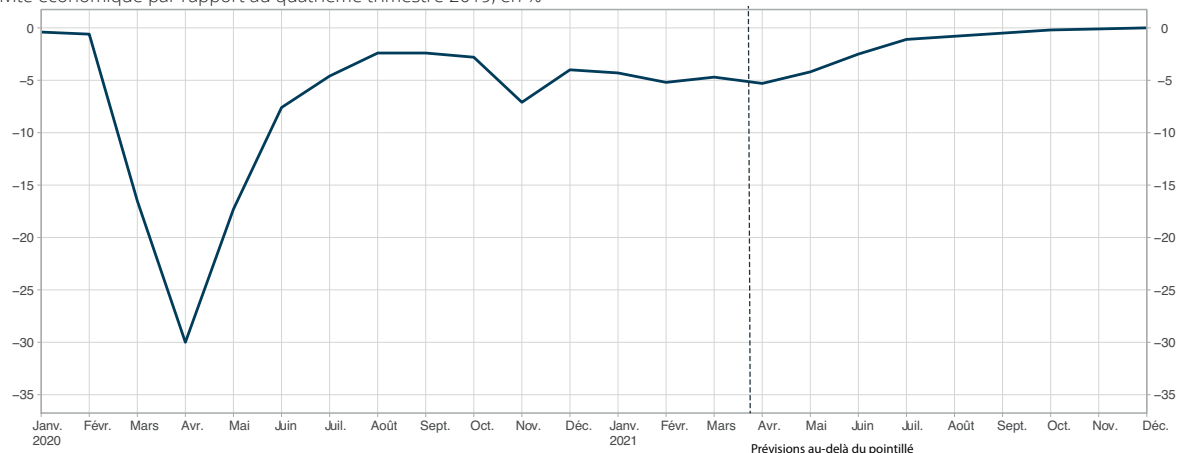
Au premier trimestre 2021, l'activité économique, encore largement affectée par les restrictions sanitaires, a été presque stable par rapport au trimestre précédent

Au premier trimestre 2021, selon les résultats détaillés des comptes trimestriels, l'activité économique s'est située à 4,7 % sous son niveau d'avant-crise, quasiment comme au quatrième trimestre 2020 (-4,6 %). Le renforcement des mesures de restrictions sanitaires en vigueur depuis octobre 2020 (couvre-feu, fermetures de certaines activités) entre janvier et mars a abouti fin mars à l'instauration d'un confinement tout d'abord localisé.

Après un pic ponctuel en janvier et son contrecoup en février, l'industrie s'est stabilisée en mars, pour se situer sur l'ensemble du premier trimestre à -3,5 % par rapport à l'avant-crise (après -3,7 % au quatrième trimestre 2020, ► **figure 8**). En dépit de fluctuations mensuelles, l'activité de l'agro-alimentaire, de la fabrication de biens d'équipement et des « autres branches industrielles » a progressé par rapport au quatrième trimestre 2020, remontant au-dessus de -2 % en écart au niveau d'avant-crise. À l'inverse, l'industrie automobile a été affectée par des pénuries de composants électroniques : l'activité de la branche des matériels de transports, déjà pénalisée par les difficultés de la construction aéronautique, a ainsi diminué pour se situer 23,9 % sous son niveau d'avant-crise (après -18,0 % au quatrième trimestre 2020). La

► 1. Pertes d'activité mensuelles estimées puis prévues

écart d'activité économique par rapport au quatrième trimestre 2019, en %



Lecture : en mars, l'activité économique a été en retrait d'environ 5 % par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019. Elle se serait établie en avril à -5 ½ % par rapport à ce niveau.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

construction a quant à elle légèrement progressé sur l'ensemble du premier trimestre. L'activité dans les services marchands, affectée par le renforcement des mesures sanitaires, s'est un peu dégradée, se situant à -6,8 % par rapport à l'avant-crise (après -6,3 % au trimestre précédent). Les branches de l'hébergement-restauration, des autres activités de service (culture, loisirs, sport) et, dans une moindre mesure, du commerce et des services aux entreprises, ont ainsi vu leur activité reculer par rapport au trimestre précédent. L'activité dans les services non marchands, en revanche, a légèrement augmenté pour passer au-dessus du niveau d'avant-crise, portée par les tests de dépistage du coronavirus et la montée en charge de la campagne de vaccination.

Le deuxième trimestre 2021 est nettement plus contrasté que le premier : confinement en avril, puis réouverture graduelle en mai et juin

À partir du 3 avril, le confinement a été étendu au niveau national : nouvelle fermeture des commerces « non essentiels » (quoique suivant une liste plus réduite qu'en novembre), interdiction des déplacements inter-régionaux et au-delà d'un rayon de dix kilomètres. Selon l'indice de production industrielle, la production s'est légèrement repliée dans l'industrie manufacturière, en particulier dans l'agro-alimentaire, les matériels de transport et, dans une moindre mesure, dans les autres produits industriels. L'indice des chiffres d'affaires est lui aussi en baisse dans la plupart des branches des services (commerce, services de transport, hébergement-restauration, services aux entreprises et autres activités de services).

En juin, le climat des affaires, calculé à partir des réponses des entreprises aux enquêtes de conjoncture de l'Insee, a poursuivi sa nette progression, reflétant le déconfinement et les espoirs de sortie de crise. Il se redresse en particulier dans les services et le commerce de détail, secteurs très affectés par les restrictions sanitaires et donc dynamisés par leur levée progressive (► **figure 2**).

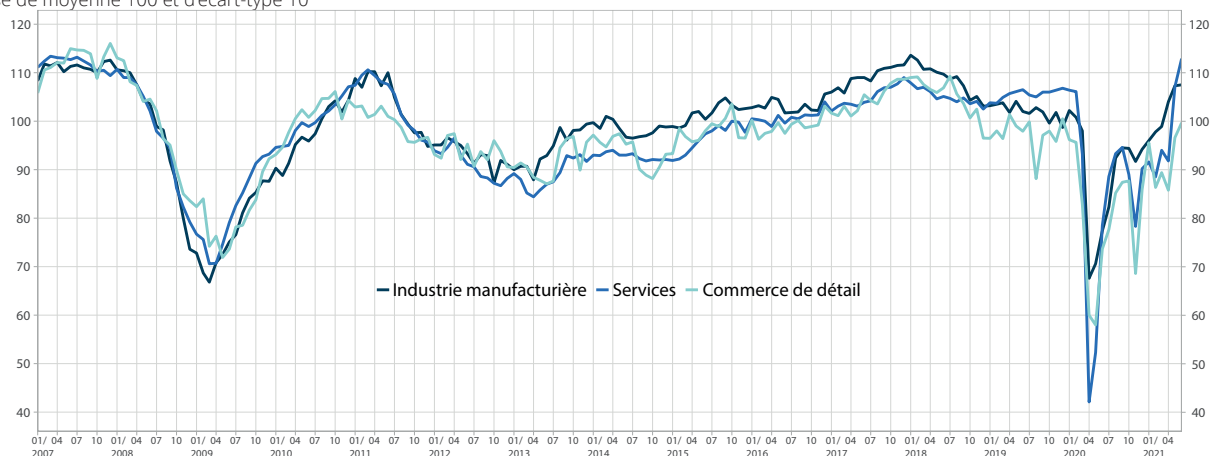
Parmi les indicateurs à haute fréquence disponibles, le trafic routier tous véhicules a nettement chuté en avril 2021, jusque 25 % sous le niveau d'avant-crise, avant de revenir au-dessus de ce dernier en mai avec la levée des restrictions de déplacement (► **figure 3**). Le trafic de poids lourds est resté stable en avril – hormis un creux lié au week-end de Pâques – suggérant, comme en novembre, un faible impact du confinement sur les déplacements directement liés à l'activité industrielle ; puis lui aussi est revenu au-dessus du niveau d'avant-crise à partir de mai.

La consommation journalière d'électricité des entreprises directement raccordées à RTE (► **figure 4**) permet également d'approcher l'évolution de l'activité économique de certaines branches spécifiques. Elle suggère une stabilité autour du niveau d'avant-crise dans les « autres branches industrielles » (textile, chimie, métallurgie...), et autour d'un niveau dégradé dans les matériels de transport. Dans les services de transport, en revanche, la consommation d'électricité est nettement remontée en mai.

Du côté des services, le nombre de requêtes sur le moteur de recherche *Google* était en avril très dégradé s'agissant des champs sémantiques

► 2. Climat des affaires dans l'industrie manufacturière, les services et le commerce de détail

normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10



Lecture : en juin 2021, l'indicateur synthétique du climat des affaires dans les services était de 112,9.

Source : Insee

Conjoncture française

« boutique », « hôtel », « restaurant », « cinéma », « théâtre » ou encore « aérien » (► **figure 5**). Il a ensuite rebondi à partir de la mi-mai, avec les réouvertures. Les recherches sur le terme « boutique » sont revenues à la mi-juin à un niveau proche de celui d'avant-crise, tandis que celles sur le mot « restaurant » l'ont dépassé ; d'autres champs restent malgré tout en deçà (« théâtre », « aérien »).

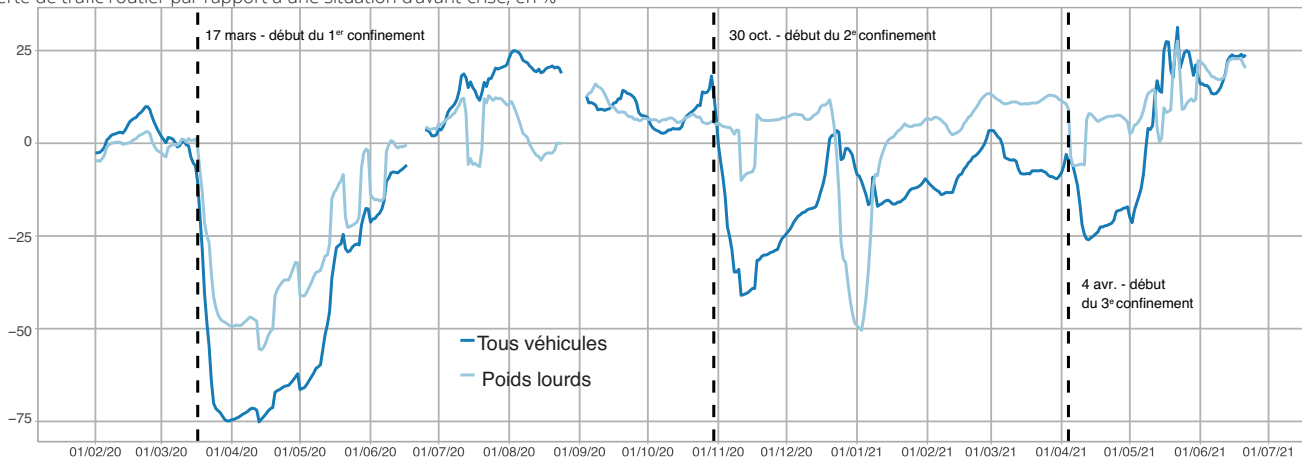
Au total, ces différentes informations conduisent à confirmer l'estimation présentée dans le *Point de conjoncture* du 6 mai 2021 d'une perte d'activité de l'ordre de 5 ½ % en avril (par rapport au niveau d'avant-crise). En mai et en juin, l'activité serait progressivement remontée, à la faveur de l'allègement progressif des mesures de restrictions : elle se serait ainsi située à -4 % en mai et à -2 ½ % en juin par rapport à l'avant-crise, c'est-à-dire à

-4 % en moyenne sur l'ensemble du deuxième trimestre (après -4,7 % au trimestre précédent, ► **figure 8**).

Au niveau sectoriel, l'industrie aurait poursuivi peu à peu sa reprise, atteignant -3 % par rapport à l'avant-crise (après -3,5 %). Elle aurait été portée par l'agro-alimentaire et les biens d'équipements, qui reviendraient au niveau d'avant-crise, ainsi que par les autres produits industriels (à -1 % en écart à l'avant-crise). Les difficultés d'approvisionnement dans l'automobile auraient de nouveau pesé sur la fabrication de matériels de transport (-25 % par rapport à l'avant-crise au deuxième trimestre 2021), se répercutant sur les équipementiers et la métallurgie, tandis que les fabricants de composants électroniques font face à une forte demande. La construction navale et aéronautique aurait en revanche connu un (léger) mieux, restant

► 3. Trafic routier en France

perte de trafic routier par rapport à une situation d'avant-crise, en %



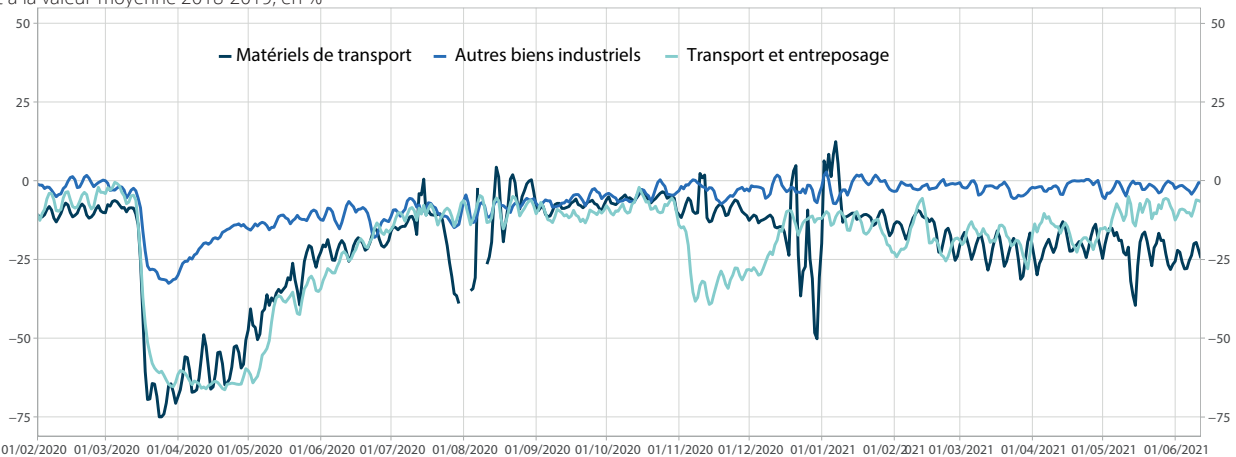
Lecture : le 1^{er} juin 2021, le trafic routier en France était de 22 % supérieur pour les poids lourds et de 16 % supérieur pour tous les véhicules, par rapport à un jour comparable d'avant-crise.

Note : le dernier point de données est le 21 juin 2021.

Source : Cerema, calculs Insee

► 4. Consommation d'électricité journalière des entreprises directement raccordées à RTE

en écart à la valeur moyenne 2018-2019, en %



Lecture : le 10 juin 2021, la consommation d'électricité dans la branche des services de transport était inférieure de 6 % par rapport à la consommation moyenne d'un mois et d'un jour de semaine équivalents.

Note : le dernier point correspond à la date du 13 juin 2021. La désaisonnalisation de ces données est effectuée sur des séries relativement courtes et est donc fragile ; dans la branche des matériels de transport, certains points extrêmes uniquement liés à des effets saisonniers (pendant l'été 2020) ont été retirés pour plus de lisibilité.

Source : RTE, Insee, calculs Insee

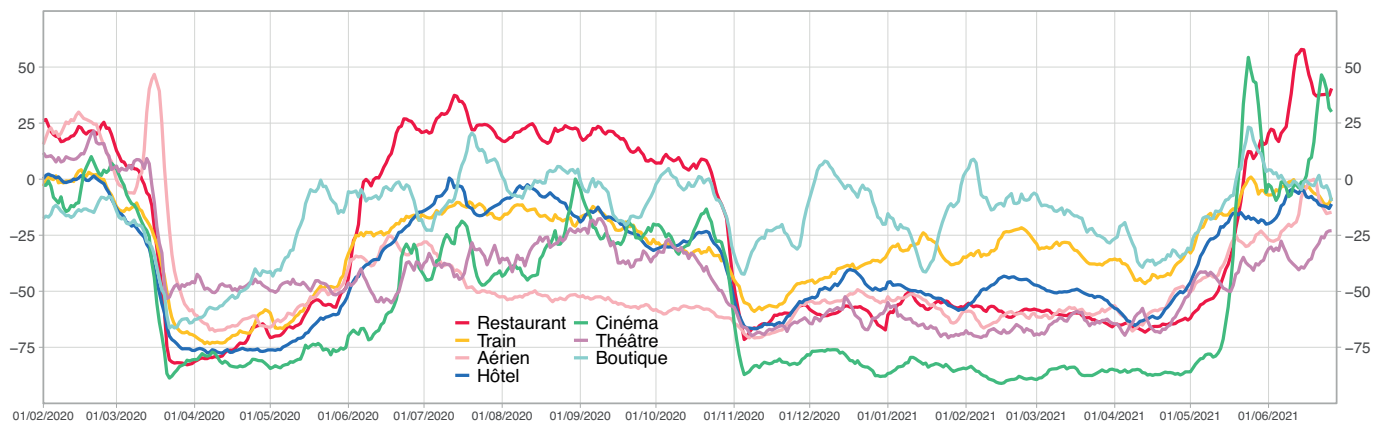
toutefois à un niveau dégradé. La construction se serait quant à elle maintenue à un niveau proche du trimestre précédent. Dans les services marchands, les activités les plus concernées par l'allègement des mesures de restriction en mai et juin se seraient nettement redressées, qu'il s'agisse de l'hébergement-restauration, des services de transport ou des autres activités de services (où des restrictions étaient en vigueur, selon les cas, parfois depuis octobre 2020). Du fait de sa chute en avril liée au confinement, et malgré la reprise qui l'aurait suivie (le niveau d'activité dépassant en juin celui de janvier), l'activité dans le commerce aurait été au deuxième trimestre en légère baisse par rapport au premier, s'établissant à 3 % sous son niveau d'avant-crise. Dans les autres branches des services, l'activité aurait poursuivi sa remontée, voire aurait dépassé le niveau d'avant-crise (services financiers et immobiliers, information-communication). Après un premier trimestre

dynamique (notamment en mars), l'activité des services non marchands serait presque stable, notamment dans les services de santé, la baisse des tests étant compensée par la poursuite de la vaccination et par le rattrapage de certaines opérations ayant dû être reportées dans le contexte sanitaire des derniers mois.

Au total, le PIB aurait augmenté de 0,7 % au deuxième trimestre 2021 (► **figure 10**). Du point de vue de la demande, la consommation des ménages, stimulée par la levée des restrictions, aurait été le principal moteur de cette progression (contribution de +0,7 point, ► **figure 6**). Les échanges extérieurs y auraient également contribué (+0,1 point) : les exportations auraient bénéficié de la reprise de la demande mondiale adressée à la France, dans un contexte d'amélioration globale de la situation sanitaire chez nos partenaires ; les importations auraient progressé également mais

► 5. Fréquence de recherche de mots-clés sur internet

données 2020 et début 2021 en moyenne mobile sur 7 jours par rapport à la moyenne 2017-2019, en %



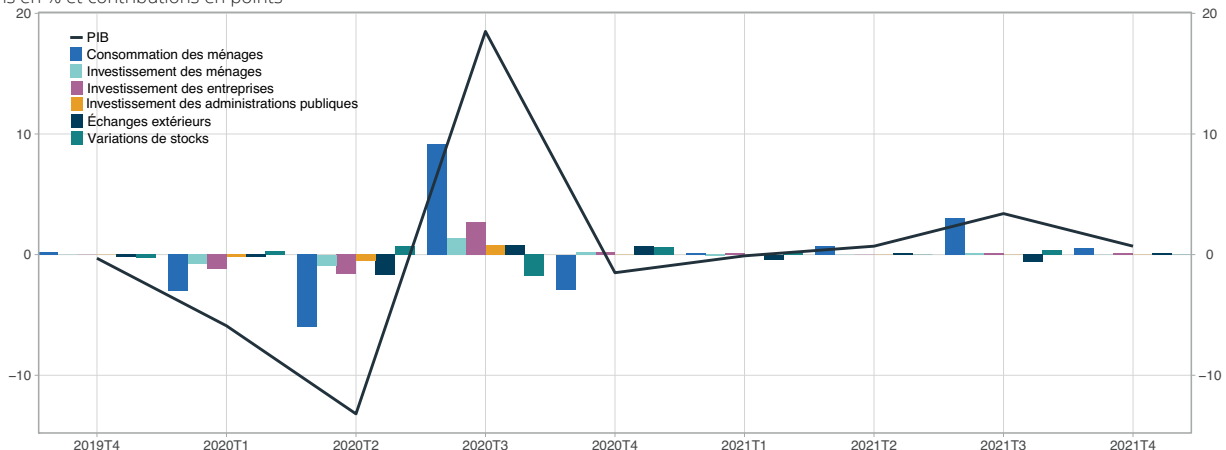
Lecture : le 24 mai 2021, la moyenne mobile sur 7 jours du nombre de recherches dans le champ sémantique « boutique » sur *Google* en France était supérieure de 23 % par rapport à la moyenne des moyennes mobiles sur 7 jours des 24 mai entre 2017 et 2019.

Note : le dernier point de données est le 26 juin 2021.

Source : *Google Trends, calculs Insee*

► 6. Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

variations en % et contributions en points



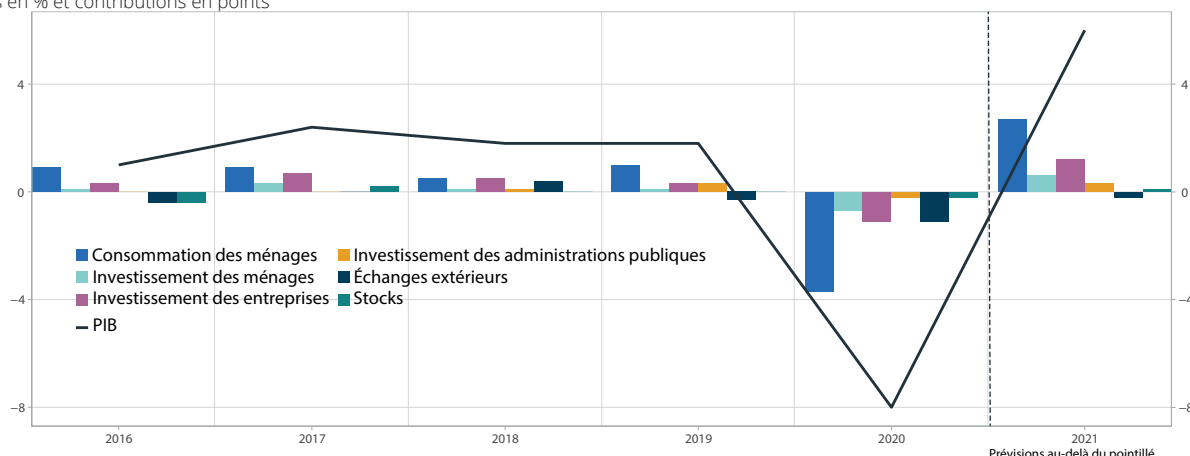
Lecture : au deuxième trimestre 2021, le PIB aurait augmenté de 0,7 % par rapport au premier trimestre 2021 ; la contribution de la consommation des ménages aurait été de 0,7 point.

Source : *Calculs Insee à partir de sources diverses*

Conjoncture française

► 7. Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

variations en % et contributions en points



Lecture : en 2021, le PIB augmenterait de 6,0 % par rapport à 2020 ; la contribution de la consommation des ménages serait de 2,7 points.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

► 8. Estimation puis prévision des pertes d'activité économique en 2021 par branche

écart au quatrième trimestre 2019, en %

Branche	Poids	2020				2021				Contrib. T2 2021
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	
Agriculture, sylviculture et pêche	2	0,3	0,2	0,1	-0,8	-2,0	-1	-1	-1	0
Industrie	14	-5,3	-22,1	-5,0	-3,7	-3,5	-3	-2	-1	0
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-1,1	-9,3	-0,8	-3,0	-1,1	0	0	1	0
Cokéfaction et raffinage	0	4,6	27,4	30,5	28,8	111,4	126	127	127	0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-7,1	-24,7	-6,3	-4,3	-1,8	0	0	1	0
Fabrication de matériels de transport	2	-12,7	-51,1	-20,5	-18,0	-23,9	-25	-19	-18	0
Fabrication d'autres produits industriels	6	-5,9	-23,1	-5,0	-3,2	-2,2	-1	0	0	0
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3	-2,2	-13,2	0,4	2,5	1,4	1	2	3	0
Construction	6	-13,1	-31,5	-7,9	-9,6	-9,2	-9	-8	-7	0
Services principalement marchands	57	-5,7	-17,9	-4,3	-6,3	-6,8	-5	-1	0	-3
Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	10	-6,7	-17,8	-0,2	-1,9	-2,5	-3	1	1	0
Transports et entreposage	5	-11,5	-33,6	-17,4	-21,9	-19,6	-18	-9	-7	-1
Hébergement et restauration	3	-20,5	-59,6	-27,1	-48,5	-55,1	-40	-10	-8	-1
Information et communication	5	-1,9	-7,2	0,1	2,6	4,0	7	7	9	0
Activités financières et d'assurance	4	-5,0	-15,2	-1,8	-1,4	-1,1	0	2	3	0
Activités immobilières	13	-1,4	-3,9	-0,8	-0,5	-0,5	0	1	1	0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-4,9	-17,8	-2,5	-2,5	-3,5	-2	0	1	0
Autres activités de services	3	-9,8	-41,2	-13,4	-25,3	-26,5	-23	-12	-8	-1
Services principalement non marchands	22	-4,6	-14,9	1,1	-0,2	0,5	0	1	0	0
VA totale	100	-5,7	-18,3	-3,4	-4,7	-4,8	-4	-1	0	-4
Taxes et subventions		-7,0	-18,0	-1,5	-3,9	-4,4	-4	-1	0	
PIB		-5,9	-18,3	-3,1	-4,6	-4,7	-4	-1	0	

■ Prévisions

Lecture : au deuxième trimestre 2021, la perte d'activité dans la branche de l'hébergement-restauration aurait été de -40 % par rapport au niveau d'avant-crise ; la contribution de cette branche à la perte totale aurait été de -1 point.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

► 9. Estimation puis prévision des pertes d'activité économique en 2021

	2020				T1	2021			2020	2021
	T1	T2	T3	T4		T2	T3	T4		
Variation trimestrielle (en %)	-5,9	-13,2	18,5	-1,5	-0,1	0,7	3,4	0,7	-8,0	6,0
Écart par rapport au niveau d'avant-crise (T4 2019)	-5,9	-18,3	-3,1	-4,6	-4,7	-4,0	-0,8	-0,1		

■ Prévisions

Note : variations annuelles pour les deux dernières colonnes.

Lecture : au deuxième trimestre 2021, le PIB se serait situé à -4,0 % par rapport au niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019), en progression (+0,7 %) par rapport au premier trimestre 2021.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

de façon moins dynamique, pénalisées en avril par la chute de consommation associée au confinement. Enfin, la contribution de l'investissement serait moindre (+0,1 point) et celle des variations de stocks marginale.

Au second semestre 2021, l'activité économique continuerait de croître, portée par le dynamisme de la demande intérieure

Au troisième trimestre 2021, et sous l'hypothèse d'une stabilisation de la situation sanitaire, l'activité progresserait vivement en juillet puis – comme cela avait été le cas à l'été 2020 – ralentirait en août et septembre à mesure qu'elle se rapprocherait du niveau d'avant-crise, pour se situer finalement environ 1 % en deçà de ce niveau en septembre (► [figure 1](#)). L'industrie continuerait sa remontée, se situant sur l'ensemble du trimestre à -2 % en écart à son niveau d'avant-crise, tandis que les services marchands rebondiraient très vivement une fois les restrictions levées, à -1 % par rapport au niveau d'avant-crise après -5 % au trimestre précédent (► [figure 8](#)). S'ajoutant à ces rebonds liés aux réouvertures, un nombre de branches croissant repasserait durablement au-dessus de leur niveau d'avant-crise, suivant une croissance plus tendancielle.

Ainsi, au quatrième trimestre, l'industrie ne se situerait plus qu'à 1 % sous son niveau d'avant-crise, tandis que les services marchands rejoindraient globalement le leur. Au total, le PIB serait quasiment revenu à son niveau d'avant-crise en fin d'année. Les contrastes sectoriels persisteraient néanmoins à cet horizon, certaines branches restant encore nettement en deçà de leur niveau d'avant-crise : hébergement et restauration, services aux ménages, fabrication de matériels de transport, services de transport (► [dossier](#)).

En variation trimestrielle, le PIB augmenterait alors de 3,4 % au troisième trimestre, puis de 0,7 % au quatrième (► [figure 9](#)). Comme au deuxième trimestre, c'est la demande intérieure, et notamment la consommation des ménages qui porterait cette progression (contributions de la consommation des ménages de +3,0 points au troisième trimestre puis de +0,5 point au quatrième, ► [figure 6](#)). Les échanges extérieurs, en revanche, pèseraient sur l'activité (contribution de -0,6 point au troisième trimestre). En effet, le dynamisme de la demande intérieure engendrerait une forte hausse des importations, tandis que les exportations progresseraient pendant l'été à un rythme plus modéré. Fin 2021, parmi les différents postes de la demande, ce sont les exportations qui seraient le plus en retrait par rapport à l'avant-crise (-3,9 %) tandis que la consommation des ménages dépasserait de 1,0 % son niveau d'avant-crise (► [figure 11](#)).

Au total, en moyenne annuelle, le PIB rebondirait vivement en 2021 (+6,0 % après -8,0 %). La consommation des ménages, qui avait le plus contribué à la perte de 2020, contribuerait symétriquement le plus à la progression en 2021, à hauteur de +2,7 points (► [figure 7](#)), suivie par l'investissement, à hauteur de +2,0 points. La contribution des échanges extérieurs serait légèrement négative, comme en 2019 et 2020. Le scénario pour le second semestre est bien sûr entouré d'incertitudes : il reste conditionné à une stabilisation de la situation sanitaire. De nouvelles restrictions pourraient peser sur l'économie en cas de reprise de l'épidémie ; inversement il n'est pas exclu que l'activité progresse plus vite que prévu si la situation sanitaire reste favorable. ●

► 10. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés

variations T/T-1 (en %), données CVS-CJO

	2019				2020				2021				2019	2020	2021
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produit intérieur brut	0,6	0,6	0,2	-0,3	-5,9	-13,2	18,5	-1,5	-0,1	0,7	3,4	0,7	1,8	-8,0	6,0
Importations	2,0	0,1	-0,4	-1,0	-5,1	-18,3	16,2	2,2	1,1	1,2	5,0	1,3	2,4	-12,2	8,9
Total des ressources	0,9	0,6	0,0	-0,6	-5,6	-14,5	18,1	-0,6	0,1	0,8	3,6	0,8	2,1	-8,9	6,7
Dépenses de consommation des ménages	0,8	0,4	0,4	0,3	-5,7	-11,6	18,3	-5,6	0,1	1,3	5,9	1,0	1,9	-7,2	5,2
Dépenses de consommation des administrations*	0,1	0,3	0,4	0,3	-2,9	-11,4	17,5	-0,9	-0,1	-0,3	1,7	-0,4	1,0	-3,5	4,7
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	-0,1	0,3	0,2	0,2	-4,1	-13,0	20,9	-1,7	-0,1	-0,1	3,2	-0,3	0,6	-4,9	5,9
<i>dépenses collectives des APU</i>	0,5	0,4	0,7	0,3	-0,7	-8,2	12,6	1,0	-0,2	-0,7	-0,7	-0,7	1,8	-0,1	3,2
Formation brute de capital fixe (FBCF)	0,9	1,7	1,1	-0,1	-9,8	-13,9	23,3	1,7	0,2	0,3	1,0	0,8	4,1	-8,9	9,2
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	0,1	1,4	1,1	-0,1	-9,2	-12,8	22,1	1,2	1,0	0,3	1,0	0,7	2,7	-8,1	9,5
<i>Ménages</i>	0,8	1,5	0,5	-0,1	-13,8	-17,2	31,0	4,6	-2,0	0,3	1,0	0,9	2,8	-12,2	10,9
<i>Administrations publiques</i>	2,7	2,5	1,8	0,0	-5,4	-12,6	20,8	0,0	-0,1	0,2	1,0	0,8	9,1	-4,4	6,8
Exportations	1,5	-0,4	-0,9	-1,6	-5,9	-24,8	21,6	4,9	-0,2	1,6	3,2	1,7	1,5	-16,1	9,0
Contributions (en point)															
<i>Demande intérieure hors stocks**</i>	0,6	0,7	0,6	0,2	-6,0	-12,1	19,6	-2,8	0,1	0,7	3,6	0,6	2,1	-6,7	6,1
<i>Variations de stocks**</i>	0,2	0,0	-0,2	-0,4	0,3	0,7	-1,9	0,6	0,2	0,0	0,3	0,0	0,0	-0,2	0,1
<i>Commerce extérieur</i>	-0,2	-0,2	-0,1	-0,2	-0,2	-1,8	0,9	0,7	-0,4	0,1	-0,6	0,1	-0,3	-1,2	-0,2

■ Prévisions

* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

** Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur

Lecture : au deuxième trimestre 2021, les exportations auraient augmenté de 1,6 % par rapport au premier trimestre 2021 ; la contribution des échanges extérieurs à la croissance trimestrielle du PIB aurait été de 0,1 point.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

► 11. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés, en écart à l'avant-crise

écart au quatrième trimestre 2019 (en %), données CVS-CJO

	2020				2021			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Produit intérieur brut	-5,9	-18,3	-3,1	-4,6	-4,7	-4,0	-0,8	-0,1
Importations	-5,1	-22,4	-9,9	-7,9	-6,9	-5,8	-1,1	0,2
Total des ressources	-5,6	-19,2	-4,6	-5,2	-5,1	-4,3	-0,8	-0,1
Dépenses de consommation des ménages	-5,7	-16,7	-1,4	-6,9	-6,8	-5,6	0,0	1,0
Dépenses de consommation des administrations*	-2,9	-14,0	1,0	0,1	0,0	-0,3	1,4	1,0
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	-4,1	-16,6	0,8	-0,9	-1,0	-1,2	2,0	1,6
<i>dépenses collectives des APU</i>	-0,7	-8,8	2,7	3,7	3,5	2,8	2,0	1,3
Formation brute de capital fixe (FBCF)	-9,8	-22,3	-4,2	-2,6	-2,3	-2,0	-1,0	-0,3
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	-9,2	-20,8	-3,3	-2,1	-1,1	-0,8	0,2	0,9
<i>Ménages</i>	-13,8	-28,6	-6,4	-2,1	-4,1	-3,8	-2,9	-2,1
<i>Administrations publiques</i>	-5,4	-17,4	-0,2	-0,2	-0,2	0,0	1,0	1,8
Exportations	-5,9	-29,2	-13,9	-9,7	-9,9	-8,4	-5,5	-3,9

■ Prévisions

* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Lecture : au deuxième trimestre 2021, les exportations se seraient situées à -8,4 % par rapport au niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019).

Source : calculs Insee à partir de sources diverses